

# Analyses 2012



**Xstrata, une mine anglo-suisse  
qui embrase Espinar**

Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles

Commission Justice et Paix belge francophone asbl  
Rue Maurice Liétart 31/6  
B-1150 Bruxelles Belgique  
Tél. +32 (0) 2 738 08 01  
Fax: +32 (0) 738 08 00  
[info@justicepaix.be](mailto:info@justicepaix.be) [www.justicepaix.be](http://www.justicepaix.be)

## Xstrata, une mine anglo-suisse qui embrase Espinar

**La province d'Espinar est située au sud du Pérou, dans la région de Cuzco, en plein territoire historique des K'anas. Cette civilisation, composée essentiellement de guerriers, est connue pour avoir résisté vaillamment à la déferlante Inca. Ils ont négocié âprement et ont finalement obtenu la paix, en échange de leur participation au sein de l'armée impériale. Dans l'aventure, les K'anas n'ont pas perdu leur fierté et la volonté de se battre jusqu'au bout pour la protection de leur milieu de vie. 5 siècles plus tard, les habitants d'Espinar ont bel et bien conservé ces traits ancestraux. Aux prises depuis plus de 30 ans avec une exploitation minière à grande échelle qui contamine leur environnement, ils n'ont cessé de réclamer, négocier et manifester afin de faire valoir leurs droits les plus fondamentaux : le droit à la vie, à la santé et à l'eau.**

En mai 2012, après avoir demandé à maintes reprises l'établissement d'un nouveau canal de dialogue avec le Gouvernement péruvien et l'entreprise anglo-suisse Xstrata, la population décide de sortir dans la rue pour manifester pacifiquement son ras-le-bol de voir ses demandes rester lettre morte.

Bilan : 22 personnes arrêtées arbitrairement et agressées physiquement, ainsi qu'un mort. Les manifestants exigeaient le respect des normes environnementales et l'amélioration de mécanismes de compensation pour les communautés affectées vivant dans la zone d'opération minière. Ces violents affrontements ont été déclenchés par la police nationale, envoyée sur place afin de chasser les manifestants qui bloquaient les routes d'accès à la mine. L'État d'urgence a été déclaré, suspendant ainsi les droits constitutionnels et les libertés civiles.

D'abord compagnie étatique, puis propriété de l'anglo-australienne BHP Billiton avant que Xstrata ne prenne le relais en 2006, les opérations se concentrent sur le projet Tintaya, et vont bientôt s'ouvrir au projet d'Antapaccay, où près de 1500 millions de dollars sont prêts à être investis afin d'y extraire du cuivre. En 2011, le projet Tintaya a produit plus de 95 000 tonnes de cuivre et 33 000 onces d'or<sup>1</sup>. Avec la hausse généralisée des prix des minerais sur les marchés internationaux, c'est un véritable Eldorado qui s'offre au géant minier.

Situés à plus de 4000 mètres d'altitude, ces sites miniers à ciel ouvert doivent cohabiter avec des communautés andines traditionnelles vivant de l'agriculture et de l'exploitation de leur bétail. Ces populations subissent au quotidien les conséquences environnementales néfastes de leur encombrant voisin. Les montagnes disparaissent, les sources d'eau sont déviées et les rivières et sols sont pollués par les déchets miniers.

Rice Corahua, dirigeant d'une communauté bordant la rivière Cañipia l'affirme : « *Un bassin construit par Xstrata à 500 mètres de nos maisons sert de décharge pour recueillir l'eau contaminée. Depuis 3 ans, nous constatons qu'il n'est plus étanche ! Nos terres sont infiltrées par ces eaux polluées. Nos animaux meurent et nous commençons à avoir des problèmes de santé. L'activité économique, axée essentiellement sur la vente de viande et de lait périclité. Plus personne ne veut nous en acheter, car tous sont au courant de la contamination !* ».

Le village, situé à 10 kilomètres du projet Tintaya et à un jet de pierre d'Antapaccay, voit également le débit de sa rivière – essentielle à la survie de la communauté – diminuer drastiquement. En amont, son eau est pompée pour les besoins des opérations minières. Désormais, une route tracée par Xstrata la remplace, ce qui permet aux véhicules de l'entreprise d'effectuer tranquillement leurs allers-retours incessants et bruyants.

Si la mine a été sommée d'installer une station de pompage afin d'alimenter les villageois en eau,

---

<sup>1</sup><http://www.xstratacopper.com/ES/Operaciones/Paginas/Tintaya.aspx>

elle n'est malheureusement pas opérationnelle. *« C'est une constante. Sous les feux des critiques et de l'opprobre public, des solutions d'urgence sont trouvées. Une fois l'orage passé, Xstrata s'en désintéresse et fait volontairement traîner les choses. C'est donc une responsabilité sociale exercée de manière bien boiteuse... »*, soupire Rice Corahua.

Le principal défi auquel est confronté l'ensemble des communautés affectées est de prouver la contamination. Malgré une récente étude menée dans la zone par une investigatrice allemande qui a pu prouver la présence de métaux lourds dans l'eau et une recherche réalisée par le Ministère de la Santé, qui a dénombré 26 personnes présentant des traces d'arsenic, cadmium, mercure et plomb dans leur sang, le Ministère de l'Énergie et des Mines ne plie pas. Pour lui, Xstrata est une entreprise responsable et n'a rien à se reprocher. Et cette dernière de se cacher derrière cet avis protecteur.

Le soulèvement de mai 2012 a surtout été provoqué par l'accroissement de la pollution des sols et des eaux. Les animaux meurent quotidiennement, ce qui désespère les habitants. La population d'Espinar, fédérée autour de son maire Oscar Mollohuanca, réclame un contrôle suivi et participatif des niveaux de contamination. Pour elle, la priorité dans ce combat est bien de mettre en avant la culpabilité de Xstrata dans la pollution qu'elle génère et obtenir qu'elle cesse ces activités destructrices. Des réparations justes devraient également être payées.

Mais la population veut également renégocier les termes de la convention-cadre adoptée en 2003 par BHP Billiton et la population. Cet accord, toujours en vigueur avec Xstrata, prévoit que 3% des bénéfices engrangés par la mine avant impôt servent à développer la province, connue pour être une des plus pauvres du Pérou. Désormais, la population en veut 30 %. Oscar Mollohuanca défend cette revendication jugée exagérée par beaucoup d'observateurs : *« Les profits qui seront générés par le projet Antapaccay vont faire exploser les revenus de Xstrata. Il n'y a aucune raison que les habitants n'en profitent pas »*<sup>2</sup>. De plus, le maire veut une gestion plus transparente de cette enveloppe. *« Initialement, cet argent devait être géré par un collectif issu de la société civile et du tissu politique local. Mais bien vite, la Fondation Tintaya, pilotée par Xstrata, a été créée. Elle s'est substituée à la volonté populaire en prenant seule les décisions d'allocation de subventions »*, peste-t-il. La fondation est vite devenue un instrument fonctionnant sur une base clientéliste, arrosant ainsi de dollars certains habitants dociles au détriment d'autres plus rétifs à l'exploitation minière.

Mais Xstrata a aussi d'autres manières de semer la zizanie. Certaines familles ont même été divisées, comme nous le rapporte Bonifacia Cruz, dirigeante d'une organisation sociale : *« Mes actions de protestation dérangent la mine. Elle a donc fait courir le bruit au sein de la communauté que je leur vendais l'eau de notre rivière. J'ai été expulsée par ma propre famille ! Pour les remercier, Xstrata a donné de l'emploi à trois de mes frères. Cette politique de division doit cesser »*.

Les heurts du mois de mai 2012 ont eu le mérite de voir naître des tables de dialogue, mises en place par le gouvernement national et permettant aux différents mouvements sociaux de déposer leurs doléances. *« Mais le processus est lent et il y a peu d'espoir d'aboutir à des résultats concrets »*, nous affirme Moisés Camercoa, du *Front de Défense des Intérêts d'Espinar (FUDIE)*, un collectif d'associations qui participe aux négociations. Et d'expliquer : *« Le Gouvernement et Xstrata font traîner les choses. Il n'y a pas d'ouverture au dialogue et nos propositions ne recueillent que du mépris »*. Oscar Mollohuanca, en tire quant à lui une analyse plus positive : *« Malgré toutes les imperfections de ce processus, je note que le gouvernement national se rend enfin compte qu'il est urgent de mettre en place une législation environnementale solide. Sinon, le pays deviendra ingouvernable »*.

---

<sup>2</sup> Selon Xstrata, 160 000 tonnes de cuivre seront extraites annuellement durant les 5 premières années d'exploitation à Antapaccay. Un chiffre de loin supérieur à la production actuelle de Tintaya.

En effet, les conflits continuent à se multiplier dans le pays. En juin 2012, la *Defensoria del Pueblo* - l'organe de défense des droits humains - dénombrait 164 conflits sociaux dans le pays, dont une centaine était directement liés à l'exploitation minière. Une situation sociale explosive imputée à l'inertie d'un État souhaitant favoriser avant tout les investissements à grande échelle.

Le gouvernement national péruvien porte aussi une lourde responsabilité dans le conflit social actuel. Il l'a laissé pourrir pendant de nombreuses années sans se préoccuper des demandes légitimes formulées par la population d'Espinar. Désormais, les opposants à l'extraction minière sont déterminés à changer la relation qui les lie à la multinationale anglo-suisse. Pour Oscar Mollohuanca, « *Xstrata doit s'adapter à nous, et non pas le contraire ! Cela fait 30 ans que la mine fait la pluie et le beau temps dans notre province. Il est temps que cela cesse et que le peuple récupère sa souveraineté. Si elle n'est pas d'accord, elle n'aura qu'à partir* ».

Cette résistance ne se fait pas sans mal. Les enjeux économiques sont gigantesques et l'État n'hésite pas à réprimer par la force toute mobilisation sociale qu'il juge « opposée au développement du pays ».

Ainsi, en mai 2012, la plupart des violences ont été perpétrées par la police nationale à l'intérieur du camp minier, avec l'aide logistique de la milice privée de Xstrata. Maintenus prisonniers pendant 3 jours, des membres de l'ONG *Vicariat de Sicuani*, ont été accusés d'avoir séquestré un procureur, de fomenter la révolte et de détenir illégalement des munitions. « *C'est totalement faux ! Toutes ces preuves ont été fabriquées dans le but de décrédibiliser notre lutte pacifique* », vitupère un membre de l'organisation. Le maire Oscar Mollohuanca a également été interpellé à l'occasion de ces heurts. Placé en garde à vue, les chefs d'accusation sont nombreux et tout aussi imaginaires. « *C'est une technique classique utilisée par l'État pour affaiblir les mouvements de protestation. Il s'agit de briser les leaders et d'installer un climat de peur pour décourager toute contestation* », nous indique David Velazco, juriste spécialisé en droits de l'Homme pour l'ONG péruvienne *FEDEPAZ*.

La Communauté Internationale se doit d'interpeller le gouvernement péruvien sur la situation inadmissible au regard des droits de l'Homme les plus fondamentaux qui se déroule à Espinar, ainsi que dans le reste du pays. Le pays doit exercer à nouveau sa souveraineté et protéger ses populations. L'Union européenne et ses pays membres, dont la Belgique, sont en plein processus de ratification des accords de libre-échange avec le pays andin. L'occasion se prête donc pour faire entendre notre voix !

Comme citoyens belges, nous pouvons interpeller notre gouvernement ainsi que nos parlementaires européens, fédéraux, régionaux afin qu'ils expriment leur solidarité avec les communautés affectées par l'exploitation minière à Espinar, et dans le reste du Pérou. La protection de l'environnement, des libertés fondamentales et des défenseurs des droits de l'Homme doivent être prioritaire à toute ratification d'un accord commercial.

En tant que consommateurs de matières premières, comme le cuivre extrait à Espinar; nous, les citoyens, avons un devoir de vigilance à exercer...La merveille touristique du Macchu Picchu, située à seulement quelques heures de route d'Espinar, cache la dure réalité vécue par les paysans locaux. Et si la prochaine fois, nos vacances nous amenaient à découvrir Espinar afin de mieux comprendre ce qu'ils vivent et leur témoigner ainsi notre solidarité ?

Santiago Fischer,  
Commission Justice et Paix Belgique francophone,  
Octobre 2012.